



Info Luttes

A toutes nos organisations CGT de Seine Maritime

N°7

7 avril 2017

CEPIC

5e journée de grève !



Pour les salariés de l'entreprise CEPIC à St Etienne du Rouvray, la situation se dégrade jour après jour avec toujours plus de pressions, d'objectif de productivité et des salaires gelés par des décisions patronales alors que les richesses sont produites par le travail des salariés.

La décision de supprimer la prime annuelle a été imposée unilatéralement. Les Délégués du Personnel n'ont même pas été informés.

Augmentation des profits, des dividendes des salaires de PDG d'un côté.
Gel des salaires, réduction d'emplois, des droits de l'autre.

**Toute la semaine de nombreuses délégations de syndicats se sont rendus sur place.
Ce vendredi un barbecue de la solidarité était organisé par l'UL de Saint-Etienne du Rouvray.**

La lutte continue !

DÉCLARATION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'UD CGT 76

La situation à venir est lourde de menaces contre les travailleurs, les retraités, les privés d'emploi et leurs familles. Les bases mêmes de nos garanties collectives fondamentales sont attaquées.

L'Accord National Interprofessionnel de 2013 a permis l'entrée en force des groupes assurantiers qui veulent privatiser la protection sociale.

Le gouvernement Hollande a multiplié les lois contre les droits des salariés et contre les services publics : loi Rebsamen, loi NOTRe, loi de transition énergétique, loi Macron, loi Touraine...

La loi El Khomri a posé les bases pour casser le Code du travail, faciliter les licenciements, et en finir avec la hiérarchie des normes.

Pour résumer c'est toujours plus pour les patrons et le CAC 40 (CICE), toujours moins pour les salaires et le salaire socialisé

La CGT, en Seine Maritime, comme nationalement a pris ses responsabilités en étant le moteur d'un large front de résistance des salariés et des jeunes (avec FO, Solidaires, la FSU, l'UNEF, l'UNL et la FIDL).

La mobilisation a été croissante au moyen de la grève et des manifestations. Le gouvernement Hollande-Macron-Valls s'est retrouvé minoritaire devant 70% de la population qui rejetait la loi travail.

Le gouvernement a maintenu son projet patronal, en utilisant la répression et le 49-3. Il ne s'est trouvé que la CFDT de Laurent Berger pour soutenir cette régression terrible exigée par le MEDEF !

Le 7 mars 2017, l'UD CGT 76 avec les syndicats du public et du privé a mobilisé et participé à la manifestation nationale, en défense de la Sécu, des Hôpitaux et des services publics, pour le retrait de la loi Touraine. Nous avons donné un sérieux avertissement pour ce gouvernement et celui qui prétendrait poursuivre cette politique de destructions.

Les combats décisifs restent devant nous pour l'abrogation de la loi Travail, la défense des conventions collectives et des statuts nationaux et particuliers. Des grèves récentes menées par la CGT en Seine Maritime (Legrand, Thales, Endel, Energie, CHU, Ponticelli, Carrefour, CEPIC.....) indiquent que les salariés ne lâchent rien pour arracher aux patrons des hausses de salaires et changer profondément les choses.

Pour les combats d'aujourd'hui et de demain, la CGT ne lâchera rien !

Consciente que la défense des droits des travailleurs et l'obtention de droits nouveaux ne passera que par la lutte, l'UD CGT de Seine-Maritime soutiendra toutes les initiatives de grèves, de manifestation, de blocage de l'économie, contre les attaques du patronat et du gouvernement quel qu'il soit.

Dans un climat de confusion volontairement organisé, la CGT se doit de proposer des bases claires d'unité, de

résistance et de conquêtes pour les salariés.

C'est ce que l'Union départementale CGT 76 décide de faire en lien avec les UL, les professions et les syndicats pour le 1er mai :

L'Unité des salariés sur leurs intérêts, nécessite le combat de la CGT sans concessions contre toutes les campagnes (notoirement d'extrême droite), racistes, xénophobes, sexistes.

L'Unité des salariés du public et du privé est nécessaire pour défendre chaque conquête et écarter la division voulue par ceux qui en appellent à casser le statut de la fonction publique après s'en être pris au code du travail, par ceux qui en appellent à supprimer les régimes particuliers de retraite.

L'Unité c'est la clarté sur les revendications et la défense des conquêtes, cela exclut toute alliance contre nature avec ceux, telle la CFDT de Berger, qui se sont fait les promoteurs de la Loi El Khomri, de la loi Touraine, du blocage des salaires...

L'expérience et la volonté d'efficacité nous amène à cette nécessaire clarté, plutôt que de parler de 1er mai « sans exclusive ». Nous n'organiserons pas le 1er mai avec ceux qui se sont comportés en ennemis des salariés.

En conséquence, l'Union départementale CGT appelle à préparer un grand 1er mai de lutte, un 1er mai revendicatif, pour :

- La défense de la Sécu et du salaire socialisé.
- La défense du pouvoir d'achat des retraités.
- La défense des retraites par répartition et des régimes particuliers, l'abrogation des mesures s'attaquant à nos retraites depuis 1993.
- La défense de tous les emplois et l'interdiction des licenciements.
- La défense des services publics
- L'arrêt des cadeaux aux patrons, la hausse des salaires dans le privé et la hausse du point d'indice dans le public.
- L'abrogation de la loi Travail, la défense des conventions collectives et des statuts.
- L'amnistie de tous les militants condamnés et l'arrêt des poursuites en cours.
- La paix et la fraternité entre les peuples, le refus du racisme et du sexisme.

Comme pendant la loi travail, nous prendrons les contacts avec ceux qui se retrouvent sur ces revendications pour réussir ce 1er mai.

Déclaration adoptée à l'unanimité

Le dossier de la semaine : ENTREPRISES EN LUTTE

Partout en France de nombreuses entreprises sont en lutte.

En Seine-Maritime, ces dernières semaines sont marquées par d'importantes mobilisations. Les journées de grève, de mobilisations et d'actions se succèdent dans les industries électriques et gazières sans que la détermination des salariés ne soit entamée. Dans le transport, dans la santé, dans les entreprises du privé comme du public, la tension monte.

Transport SNAT Fournaire

Les salariés toujours mobilisés

Lundi matin, dès 4h, une partie du personnel de la société de transport routier SNAT Fournaire, à Grand-Couronne, a tenu un piquet de grève devant l'entrée de l'établissement.



Les revendications font suite à un gros ras-le-bol : « Pas de hausse notable des salaires mais une hausse des cotisations et un passage aux 169 heures mensuelles pour les nouveaux embauchés ! », relate, entre autres des représentants de l'intersyndicale. Les syndicats ont envoyé un courrier à l'actionnaire principal Tardy afin d'ouvrir des négociations.

À l'heure où sont écrites en ligne, la Direction reviendrait sur les 169 heures et la fermeture de l'entreprise de Goubet n'est plus à l'ordre du jour. Ce vendredi les syndicats négocient les NAO qui en fonction de l'avancée pourrait déboucher sur une mobilisation dès lundi.

Les mardis de la colère

Ils ne lâchent rien !

Les mardis de la colère connaissent une mobilisation importante comme à Paluel ou au Havre UP LE HAVRE : tranche 4 à l'arrêt -600MW, dépose cahier revendicatif, 25% de grévistes



PALUEL : En présence d'Energie Rouen, Energie Le Havre et Penly, 300 au rassemblement. Présence de la presse (humanité)

GREIF (Grand Quevilly)

Résultat des élections professionnelles. Les chiffres parlent d'eux mêmes. Pour Eric Pancoup, le DS, cette progression est le fruit d'un important travail de terrain avec une rencontre systématique de chaque salarié.

Voilà le résultat GREIF

1er collègue:

CGT: 74%

FO: 22%

2e Collège:

FO: 35%

CFE-CGC: 32%

CGT: 31%

3ème Collège:

82% CFE-CGC

Soit Représentativité du site: de Grand Quevilly:

CGT: 60,21% soit +7%

FO: 25.91% soit -4%

CFE-CGC: 12.84% soit

-11%

Résultat GREIF France:

CGT: 57% soit +5%

CFDT: 9% soit -1%

FO: 23% soit -3%

CFE-CGE: 11% soit -2%



« 12000 salariés sont appelés à voter en Seine-Maritime pour élire leurs représentants CGT ! Ce sont les assistants maternels et assistants familiaux. Ils et elles travaillent, pour beaucoup, pour des parents employeurs. D'autres, pour des collectivités territoriales (communes, conseil départemental), ou encore pour l'hôpital.

Toutes et tous sont en situation très précaire ! Beaucoup sont très isolés. Pour la CGT, c'est un très gros enjeu syndical : nous nous félicitons de la constitution de cette liste CGT représentative de tous les secteurs professionnels et géographiques. TOUS les adhérents CGT ont, dans leur entourage, des assistants maternels et familiaux.

Du 28 avril au 17 mai, votez et faites voter CGT !! »



Élection à la Commission Consultative Paritaire Départementale (CCPD)

Assistant-e maternel-le et Assistant-e familial-e



Vous êtes appelé-e-s à renouveler vos représentant-e-s à la CCPD. A quoi sert la CCPD ?

La Commission Consultative Paritaire Départementale (C.C.P.D) est chargée de donner un avis préalable obligatoire en toute indépendance et en toute impartialité lorsque le Président du Conseil Départemental envisage :

- 1- un retrait d'agrément
- 2- un refus de renouvellement d'agrément
- 3- une modification du contenu de l'agrément dans le sens restrictif

Cette commission est informée immédiatement des décisions de suspension d'agrément. Elle est consultée chaque année sur le programme de formation des assistant-e-s maternel-le-s et familiales-aux. Elle doit enfin être consultée sur le bilan de fonctionnement de l'agrément et sur le programme de formation professionnelle obligatoire.

Voter pour la liste présentée par la CGT

- C'est être écouté-e, informé-e de vos droits en cas de remise en cause de votre agrément
- C'est la garantie d'être défendu-e par des élu-e-s exerçant votre profession.
- C'est avoir l'assurance que les critères nationaux relatifs à l'agrément soient respectés et identiques sur tout le territoire.
- Pour **défendre vos intérêts et vos droits**, qui sont aussi les nôtres, en cas de litige avec un employeur pouvant entraîner une modification, voire un retrait d'agrément.
- Pour que les assistant-e-s familiales-aux soient **reconnu-e-s comme des professionnel-le-s à part entière** au sein des équipes et des structures qui les emploient.
- Pour faciliter les passerelles vers d'autres professions et pour un **accès simplifié à la Validation des Acquis et de l'Expérience**.
- Pour que la loi garantisse l'obtention d'un **statut sécurisant**.
- Pour l'intégration au sein de la fonction publique pour tous, celles et ceux qui en feraient le choix.
- Pour une réelle **reconnaissance de votre expérience** et de votre **rôle éducatif** auprès des enfants par les différents professionnel-le-s et employeurs (parents, institutions et partenaires).

LE VOTE CGT : VOTRE MEILLEUR ATOUT !

Attention :

- Le vote a lieu exclusivement par correspondance. Vous avez reçu à votre domicile le matériel pour voter.
- Le **bulletin de vote** devra être glissé, sans rature, ni annotation, ni signe distinctif dans l'enveloppe intérieure.
- Vous glissez cette enveloppe intérieure (de couleur bulle) dans l'enveloppe « T » extérieure (de couleur blanche), au dos de laquelle vous devez obligatoirement apposer vos nom, prénom, adresse et signature.
- Vous n'affranchissez pas cette enveloppe blanche « T » et vous la postez.

Dès réception du matériel électoral, envoyez votre bulletin de vote CGT et, en tout cas, avant le 17 mai à 17 heures (le cachet de la Poste faisant foi).

La CGT, toujours premier syndicat de salariés en France et premier syndicat de la fonction publique



Assistant-e familial-e **Acteur incontournable de la protection de l'enfance**

Vous êtes environ 1200 assistant-e-s familiaux (ales) en Seine-Maritime.

Un travail complexe dans un contexte inquiétant : précarisation de ce métier et irrégularité des ressources ; manque d'accès aux services de santé au travail ; absence d'un cadre réglementaire garantissant pour tous les professionnels le droit à la défense

et permettant le débat contradictoire sur la prise en charge des enfants confiés ; contraintes horaires importantes (7j/7j et 24h/24h) ...

Professionnel-le au service de la mission de Protection de l'Enfance, membre à part entière de l'équipe de l'Aide Sociale à l'Enfance, vous demeurez néanmoins dans une situation précaire.

- La CGT poursuit sa lutte pour une véritable reconnaissance totale et effective de la profession.
- Elle multiplie ses interventions auprès des collectivités territoriales pour exiger un statut à la hauteur de vos responsabilités.

Assistant-e maternel-le **Un métier et un engagement auprès des jeunes enfants**



Vous êtes environ 11000 en Seine-Maritime à accueillir chaque jour nos jeunes enfants, véritable complément aux modes d'accueil collectif.

Le métier d'assistant-e maternel-le a considérablement évolué au cours de ces dernières années vers une véritable professionnalisation.

En 2004, grâce à votre mobilisation, une convention collective nationale a été adoptée pour celles et ceux relevant des employeurs particuliers.

Pour celles et ceux dépendant d'une collectivité territoriale, vous avez été reconnus comme agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale.

- Aujourd'hui la CGT exige pour celles et ceux qui le souhaitent, votre intégration pleine et entière au sein de la Fonction Publique comme agents titulaires.

Pour la CGT, beaucoup reste à faire : accès à la formation, rémunération à la hauteur de vos qualifications, déroulement de carrière et prise en compte de l'ancienneté, des compétences et des responsabilités... La CGT défend également votre formation initiale, qui risque en permanence d'être réduite sur le nombre d'heures. La CGT exige des moyens humains et financiers suffisants pour le bon fonctionnement, en toute sécurité, des Relais d'Assistant-e-s maternel-le-s.



Face à la marchandisation des services d'accueil de la petite enfance, la CGT milite pour un grand service public de l'accueil de la Petite Enfance et de la Protection de l'Enfance avec la création d'un véritable statut des personnels.

En votant pour la liste CGT,

- vous serez soutenu-e-s par le premier syndicat national de salariés et le premier syndicat de la fonction publique.
- Vos représentants CGT à la CCPD sont à votre écoute et vous défendent au quotidien !

Ensemble, continuons la lutte pour un grand service public d'accueil de la petite enfance !

Retour sur la journée d'action des retraité(e)s

Offensifs, revendicatifs et déterminés à se faire entendre!



Si les candidats à l'élection présidentielle ne parlent pas des retraités dans la campagne, les retraité-e-s, eux, ont décidé de se faire entendre.

Cette nouvelle journée nationale d'actions du 30 mars dernier à l'appel de 9 organisations syndicales ou associations de retraités: CGT, FO, CFTC, CFE/CGC, FSU, SOLIDAIRES, UNRPA, FGR-FP et LSR a donné lieu à de multiples initiatives dans le pays.

Ils étaient 100 à Dieppe devant la sous-préfecture en présence du maire et plusieurs adjoints de Dieppe. Après une prise de parole, une délégation portait une motion revendicative à la sous-préfecture. Quelques militants UNRPA accompagnaient la CGT.

Au Havre, 200 manifestants CGT et présence de la FGR-FP; prises de paroles des 2 organisations devant la sous-préfecture. A l'issue de ce rassemblement le verre de l'amitié

poursuivre leur travail en commun, afin de faire entendre la voix des retraités et donner de l'écho à leurs revendications, à



commencer par celle qui touchent au montant des pensions, au pouvoir d'achat. L'USR 76 décidera également des suites à donner lors de son Conseil Départemental du 28 avril.

Dans un calendrier marqué par ses échéances politiques importantes et lourdes d'enjeux, les retraités doivent faire entendre leurs revendications spécifiques.

Le 1er Mai doit nous donner l'occasion d'une grande journée de manifestations pour revendiquer l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités par un rattrapage de 300€ par mois, l'indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen et l'exigence d'une pension au moins égale au SMIC.



fut partagé. Quelques questionnaires unitaires nationaux sur le pouvoir d'achat et l'aide à la perte d'autonomie furent remplis.

A Rouen, ce sont 450 pensionné-e-s CGT, FSU, Solidaires, UNRPA, LSR, FGR-FP qui ont battu le pavé de la Place du Théâtre des Arts à la Place St Marc où ils se sont retrouvés pour échanger autour d'un verre et remplir les questionnaires.

Cette journée d'action fut un succès localement et nationale-ment: plus de 30 000 retraité-és dans la rue. Cela atteste du profond mécontentement des retraités sur le sort qui leur est réservé et le mépris affiché par le gouvernement à leur égard.

C'est la raison pour laquelle les 9 organisations ont décidé de





VIVATS

Voyages - Locations - Loisirs - Sorties - Sport - Culture - Noël

Le droit aux loisirs et aux vacances pour tous



Voyages

Séjours
Circuits
Croisières
Départs de Paris
et aéroports régionaux

Locations

Nombreuses destinations
Chalets & Mobil-Homes
Mer / Montagne / Campagne
Village de vacances
demi-pension & pension complète



Billetterie

Parcs d'attractions
Piscines
Cinémas
Autres

Spectacles

Arbre de Noël
Docks océane Le Havre
Zénith de Rouen
Zénith de Caen

